



Swiss Info Letter no. 7 / avril 2003

Table des matières

- **Ministérielle de l'OCDE: accent sur le maintien de la confiance, la croissance et le commerce**
- **AIE: prochaine conférence ministérielle à Paris**
- **L'efficacité de l'aide et la coordination entre donateurs au centre de la prochaine réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD)**
- **Réunion à haut niveau du Comité des Politiques de développement territorial en Suisse**
- **Pas de risque de rupture physique de l'approvisionnement en pétrole**
- **Examen en profondeur des politiques énergétiques de la Suisse**
- **Rapport final de l'examen de la politique de l'éducation tertiaire suisse**
- **La Russie met le cap sur l'OMC et l'OCDE**
- **Croissance: comment expliquer les décalages entre pays de l'OCDE?**
- **Evolution sur les marchés de capitaux**
- **Le flux des immigrants dans les pays de l'OCDE continue à augmenter**
- **Nouvelles publications sur la sécurité routière**

La Ministérielle de l'OCDE met l'accent sur le maintien de la confiance, la croissance et le commerce

La **réunion de l'OCDE au niveau des ministres de cette année, les 29 et 30 avril 2003**, est consacrée à deux principaux thèmes très actuels: le **maintien de la confiance et la promotion de la croissance dans les pays industrialisés et en développement**, de même que les questions centrales relatives au **commerce mondial** en prélude à la conférence ministérielle de l'OMC de Cancún. La réunion sera présidée par le Premier Ministre néo-zélandais Helen Clark. La délégation suisse sera dirigée par le Conseiller fédéral Joseph Deiss, Chef du Département fédéral de l'économie, et par le Secrétaire d'Etat David Syz, Directeur du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco).

Les 28 et 29 avril aura lieu le [Forum 2003](#), largement accessible au public et auquel des personnalités de haut rang en provenance des milieux de la science, de la politique et de l'économie s'exprimeront sur les thèmes de la croissance, du développement et du développement durable. Quelques jours auparavant, le 24 avril 2003, l'économiste en chef de l'OCDE, J.-Ph. Cotis, présentera les **nouvelles Perspectives mondiales** (conférence de presse à 11h00). Cf. le site de l'OCDE: [Economic Outlook, Annual Ministerial and Forum 2003](#)

AIE: prochaine conférence ministérielle à Paris, 28-29 avril 2003

La prochaine **réunion ministérielle de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE)** aura lieu à Paris les 28 et 29 avril 2003, juste avant la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. Les **thèmes** inscrits à l'ordre du jour sont: le défi posé par les investissements, les risques à court terme et les réponses à apporter, les nouvelles dimensions de la sécurité énergétique, l'extension des objectifs de l'AIE au reste du monde ainsi que leur renforcement. Une session de **brainstorming** avec des représentants de l'industrie, de la finance et des gouvernements, consacrée à la problématique des investissements dans le secteur de l'énergie, précédera l'ouverture de la réunion ministérielle proprement dite. La délégation suisse sera dirigée par M. Walter Steinmann, Directeur de l'Office fédéral de l'énergie.

L'efficacité de l'aide et la coordination entre donneurs au centre de la prochaine réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD)

Les Ministres et Chefs d'agences chargés de la coopération pour le développement se réuniront à Paris les 22 et 23 avril 2003. Les discussions seront centrées sur l'efficacité de l'aide, en référence notamment aux recommandations du [CAD](#) qui sont appelées à avoir des **répercussions importantes sur les modalités de coopération des donateurs et de partenariat avec les pays en développement**.

La mise en place du concept de revue mutuelle de l'efficacité de l'aide (mutual accountability) entre donateurs et pays en développement sera examinée notamment dans le cadre du **NEPAD** (Nouveau Partenariat pour l'Afrique). Les participants se prononceront aussi sur le nouveau projet de "Stratégie de l'OCDE pour un Développement Mondial" et débattront de la situation internationale et de ses répercussions possibles sur l'aide au développement. M. Jean-Claude Faure, Président du CAD depuis 1999, donnera une **conférence de presse le 23 avril** en début d'après-midi. M. Richard Manning du Royaume-Uni qui lui succède prendra ses fonctions en juin 2003. La délégation suisse sera conduite par l'Ambassadeur Walter Fust, Directeur de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Réunion à haut niveau du Comité des Politiques de développement territorial en Suisse (Martigny, 24-26 juin 2003)

A l'invitation de la Suisse, les Ministres, Secrétaires d'Etat et hauts fonctionnaires en charge des politiques de développement territorial dans les pays de l'OCDE se réuniront à Martigny pour débattre des grands défis que devront relever les pays membres à court et moyen terme pour **faire face à l'impact de la mondialisation et la libéralisation sur les régions** et pour **relancer leur compétitivité**. Différents thèmes seront abordés (évolution des stratégies de croissance fondées sur l'exploitation des atouts locaux (place-based policies) plutôt que sur la redistribution, amélioration de la gouvernance aux différents niveaux, renforcement du partenariat avec la société civile et le secteur privé, opportunités ouvertes par la "nouvelle économie", promotion des innovations, formation, échanges sur les expériences en cours), dans une perspective à la fois nationale et régionale (rurale et urbaine) du développement territorial. La réunion permettra aussi d'avoir des échanges de vue sur les **expériences de la Suisse**, complétés par une visite dans la région. Le Conseiller fédéral Joseph Deiss et le Secrétaire d'Etat David Syz conduiront la Délégation suisse. Une **conférence de presse** aura lieu **le 25 juin** en début de soirée.

Pas de risque de rupture physique de l'approvisionnement en pétrole selon l'AIE

Le nouveau Directeur exécutif de l'AIE, le Français Claude Mandil, s'est exprimé dans les heures qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Iraq (20 mars 2003) en déclarant que l'approvisionnement du marché en pétrole était assuré. A noter que le communiqué de presse de l'AIE a été soigneusement coordonné avec l'OPEP et les autres principaux pays producteurs de pétrole (cf. www.iea.org). A ce jour, et compte tenu notamment de la fin probable des hostilités, du déclin de la demande saisonnière et des réserves suffisantes, une pénurie n'est pas à craindre.

Examen en profondeur des politiques énergétiques de la Suisse

Une équipe de l'**AIE**, composée de représentants des pays membres, des Secrétariats de l'AIE et de l'AEN, a effectué une visite en Suisse du 4 au 8 novembre 2002 dans le cadre de **l'examen en profondeur des politiques énergétiques suisses**, tant sur le plan fédéral que cantonal. Le programme **SwissEnergy**, qui a succédé à Energie 2000, a été passé en revue. Parmi les thèmes examinés, citons la sécurité d'approvisionnement énergétique, en particulier en pétrole, la place du gaz et du nucléaire, les énergies renouvelables, les objectifs de Kyoto, la recherche et le développement. De nombreuses questions restent naturellement en suspens, compte

tenu des votations du 18 mai prochain en matière nucléaire. Le **rapport final** a été adopté le 1er avril 2003 par le Groupe permanent sur la coopération à long terme de l'AIE et sera normalement publié en septembre 2003 à l'issue d'une conférence de presse tenue à Berne. Ce document n'étant pour l'instant pas accessible au public, nous aurons l'occasion de revenir sur ses principales recommandations.

Rapport final de l'examen de la politique de l'éducation tertiaire suisse

Le rapport final de l'examen de la politique de l'éducation tertiaire suisse (version anglaise, forme électronique) vient d'être terminé. Par contre, l'impression et la publication de ce rapport en anglais et en français prendra encore au minimum quatre mois.

Les **principales recommandations** ont déjà trouvé leur chemin dans une publication de la Conférence universitaire suisse (CUS) [[CUS INFO 4/02](#)] et dans l'orientation du [Message sur la formation, la recherche et la technologie 2004-2007](#) (cf. annexe), adressé en décembre 2002 par le Conseil fédéral au Parlement qui votera à l'automne 2003 sur l'ensemble du programme législatif. Citons entre autres :

- Améliorer la perméabilité des voies d'accès et des qualifications pour l'entrée à l'université;
- Promouvoir la participation de jeunes adultes issus de couches de population et de cantons sous-représentés;
- Renforcer la coordination au niveau national;
- Elargir la marge et les capacités de décision de la direction des hautes écoles;
- Faire une plus large place aux initiatives du secteur privé.

Cf. [OFES, Bulletin d'information](#)

La Russie met le cap sur l'OMC et l'OCDE

Le Comité de liaison entre l'OCDE et la Russie, créé en 1997, a tenu sa cinquième réunion le 28 mars 2003. Le chef de la délégation russe, Alexei Kudrin, Vice premier-ministre et ministre des finances, a souligné la volonté de son pays **d'adhérer à l'OMC aussi vite que possible** (i.e. encore pendant le round de Doha) et dans des conditions équitables. Il a appelé les pays de l'OCDE à mener les négociations d'adhésion de manière pragmatique et à faire abstraction des demandes qui n'ont en elles-mêmes rien à voir avec l'adhésion à l'OMC. Une adhésion rapide de la Russie à l'OMC serait également dans l'intérêt des membres de cette dernière. Le gouvernement russe se prépare aussi concrètement à une **adhésion à l'OCDE** et a mis sur pied dans cette optique une commission gouvernementale de haut niveau présidée par le ministre des finances Kudrin. Du point de vue russe, l'OCDE a fourni une assistance valable dans le contexte du processus de réforme vers l'économie de marché. Le programme de coopération 2003 met l'accent sur la réforme de la politique commerciale (soutien à l'adhésion à l'OMC), la réforme réglementaire et l'analyse économique. Dans la perspective de sa présidence du G-8 en 2006, la Russie compte sur une coopération étroite avec l'OCDE.

Croissance: comment expliquer les décalages entre pays de l'OCDE?

Ces dernières années ont vu diverger les sentiers de croissance des pays de l'OCDE, particulièrement entre, d'un côté, les grands pays de l'Europe continentale et le Japon, et de l'autre, les Etats-Unis. Quelles en sont les causes sous-jacentes? Quels sont les impacts sur la croissance des nouvelles technologies et de la R&D? Quel rôle les politiques macro-économiques ont-elles joué et quelles mesures les autorités doivent-elles prendre pour stimuler la croissance? Voilà quelques-unes des questions auxquelles la récente publication [Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE](#) (en anglais) tente de répondre. Les déficits de croissance en **Europe occidentale** sont avant tout attribués à l'utilisation trop faible de la main-d'œuvre (e.a. due au chômage et aux retraites précoces) et à la faiblesse de la concurrence sur

les marchés des produits et des services, alors que le **Japon** souffre de problèmes structurels bien connus dans le secteur financier et bancaire, ainsi qu'en matière de gouvernance des entreprises et du secteur public. Outre les réformes nécessaires dans ces domaines, l'OCDE identifie plusieurs autres **plans d'action pour la croissance**, valables pour la majorité de ses pays membres. Elle met l'accent sur le rôle de l'éducation, de la politique en matière de R&D et d'une amélioration de la réglementation des marchés des produits.

Evolution sur les marchés financiers

L'OCDE a publié [L'actualité récente des marchés financiers](#) (N° 84, en *anglais*). En sus d'une section introductive sur leur évolution, une attention particulière est portée sur la **santé des institutions financières** et sur leur capacité à soutenir la reprise lorsque celle-ci se matérialisera. Si le système bancaire aux USA paraît en mesure de jouer ce rôle, cela semble moins être le cas pour les systèmes financiers du Japon et de l'Europe occidentale qui, selon l'OCDE, n'encourent cependant pas de risque systémique. Un chapitre est également consacré à **l'impact du recul des marchés sur la réforme des retraites**, celle-ci visant à transférer plus de responsabilité sur les particuliers. Même si ce recul depuis 2000 a souligné la sensibilité des revenus de retraite aux fluctuations des marchés financiers, l'OCDE considère que ce processus de report va néanmoins se poursuivre. A cet égard, elle se préoccupe du transfert du risque d'investissement sur des particuliers sans compétences particulières et souligne leur besoin de formation et de conseil par les secteurs privé et public. Les deux derniers chapitres portent sur **l'état de l'intégration financière et boursière en Europe** et sur la **convergence des marchés de la dette publique de la zone euro**.

Le flux des immigrants dans les pays de l'OCDE continue à augmenter

C'est ce qu'il ressort de la publication **«Tendances des migrations internationales»- SOPEMI 2002**, qui met l'accent sur l'ampleur, la nature et la direction des flux ainsi que sur la présence des étrangers sur le marché du travail et dans les différents secteurs de l'activité économique. Une attention particulière est accordée aux changements quant aux pays d'origine des migrants. Une partie de l'étude est aussi consacrée à une analyse comparative des études disponibles sur les pénuries de main-d'œuvre et le recours à l'immigration. Cf. [OECD Online Bookshop](#)

Nouvelles publications sur la sécurité routière

Dernière parution des publications rouges sur les accidents de la route qui existent depuis 1984. Vu l'approche dynamique que la **Conférence européenne des Ministres des transports (CEMT)** a voulu donner au thème de la **sécurité routière** lors de leur dernier Conseil à Bucarest en mai 2002 en préconisant la fixation d'objectifs chiffrés en matière de sécurité routière, tels que la réduction de moitié du nombre de tués sur les routes de la CEMT d'ici 10 ans, il était nécessaire de réactualiser et de transformer la publication des statistiques sur les accidents de la route.

Autre publication qui vient de paraître: **«Des transports sûrs et durables»**, publication établie après le séminaire sur ce sujet qui s'est tenu à Prague en 2002, un débat très intéressant sur la sécurité routière qui englobe les trois éléments: la route, le véhicule et le conducteur. Toutes les dernières publications de la CEMT peuvent être trouvées sur: [Site CEMT](#)

Votre «abonnement» à Swiss OECD Info

Vous voici informés des dernières nouvelles de l'OCDE, par notre service **Swiss OECD Info**. Vous avez, en tout temps, la possibilité de faire modifier notre liste de distribution et, le cas échéant, d'en faire rayer votre nom (mention «désabonner»).